

LASSALLE-SERE  
Sénateur  
des Etablissements  
Français de l'Océanie  
-----

Paris, le 28 Août 1950

À Monsieur le Ministre  
de la France d'Outre-Mer  
27 rue Oudinot - Paris (VIIème)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur une question dont l'importance, du point de vue politique, ne paraît pas avoir été signalée jusqu'à présent. Il s'agit de la naturalisation des Chinois installés dans le Territoire des Etablissements Français de l'Océanie.

Peu nombreux à l'origine, au siècle dernier, au moment où un petit contingent de coolies fut importé pour répondre aux besoins de main d'oeuvre, ils ont proliféré au point de constituer aujourd'hui un peu plus du dixième de la population. Très particularistes, se tenant à l'écart du reste de la population, disposant à Papeete de leurs propres écoles - qu'on a eu le grand tort de leur permettre d'ouvrir, en 1922, car leur particularisme ne pouvait qu'en être renforcé - les Chinois se sont tournés vers le négoce pour lequel ils sont doués. Capables de vivre dans des conditions d'existence que n'accepteraient ni les Européens ni les Tahitiens, ils ne ménagent pas leur peine et ont accaparé le commerce de détail, dont on peut dire qu'il est presque tout entier entre leurs mains. Ils envahissent maintenant le commerce de gros, où ils commencent à faire aux Français et aux Européens eux-mêmes une concurrence redoutable.

Il n'y aurait là rien d'inadmissible si, par leurs méthodes à la limite ou même parfois en marge de la légalité, ils ne constituaient un danger pour les autochtones.

Ces derniers en effet, de caractère insouciant, dépensent trop facilement le produit de leurs gains, anticipant même sur ces gains. Le boutiquier chinois leur fait crédit, le plus souvent à des taux usuraires. Il tient alors son client à sa merci.

Le danger serait plus grand encore si les Chinois pouvaient acheter les terres qu'ils forcent leurs clients à vendre ou celle que l'autochtone, peu soucieux de l'avenir, vendrait trop facilement. La terre, source de toute richesse dans ce pays agricole, passerait peu à peu entre les mains de l'étranger et la population autochtone serait progressivement évincée, comme le cas s'est produit aux Hawaï. Fort heureusement une réglementation judicieuse subordonne la vente d'un immeuble ou d'une terre à l'autorisation du Gouvernement lorsque l'acquéreur éventuel est un étranger.

Mais la naturalisation, si elle était accordée trop largement ferait disparaître la seule protection dont dispose la population autochtone contre une éviction dont les

conséquences sociales et politiques seraient déplorables. Aussi les plus évolués saisissent-ils toutes les occasions de protester contre la présence de cet élément étranger et contre les facilités, toujours excessives à leur gré, qui lui sont accordées.

Après la fin de la dernière guerre mondiale déjà, le retour des anciens combattants avait lieu à des incidents assez sérieux pour que la justice en fût saisie. Les boutiques des commerçants chinois avaient été lapidées par des Tahitiens revenus du front et qui, se trouvant sans situation, constataient l'enrichissement des Chinois demeurés sur place. Tout récemment, l'une des très rares naturalisations accordées au cours de ces dernières années a provoqué des protestations, notamment de la part de la Chambre de Commerce. Le fait que des demandes de naturalisation sont toujours instruites et transmises, parfois contre l'avis des chefs de district, a soulevé d'autres protestations.

Sans doute cette attitude s'inspire-t-elle de sentiments divers. Il n'en est pas moins vrai que nous sommes là-bas en présence d'un grave problème. Il ne nous est pas particulier et se pose partout où des autochtones sont aux prises avec un élément étranger mieux armé pour la lutte pour la vie. Mais il se pose de façon plus aigue, dans le Pacifique-Sud, aux six nations qui y exercent leur autorité. Ainsi aux Fidjis, les Indiens, qui tirent également leur origine d'un modeste contingent de manoeuvres importé au siècle dernier, sont maintenant plus nombreux que les Fidjiens, dont ils ont loué les terres, en général les meilleures. Aussi et dans certains territoires, où la situation n'était pas encore promise, des mesures draconiennes ont-elles été prises, comme l'interdiction d'achat de terres par tout étranger, ou l'interdiction de toute immigration.

En Océanie Française, les plus évolués parmi les autochtones font remarquer que, par le traité de 1880 passé avec le Roi Pomare, la France s'est engagée à défendre les intérêts de la population indigène. Et ils déclarent que ces intérêts ne sont pas défendus lorsque des Chinois reçoivent, par la naturalisation, des droits nouveaux dont ils peuvent user au détriment des indigènes.

Or je crois savoir que le Ministère métropolitain, chargé, en liaison avec le Ministère de la France d'Outre-Mer, de ces questions de naturalisation, envisage d'étendre aux territoires d'outre-mer la législation métropolitaine régissant la matière. La naturalisation pourrait alors être demandée de droit, à la majorité, en vertu du " jus soli ", avec cette seule restriction que le Gouvernement aurait, dans certains cas, la possibilité de s'y opposer. Toutefois cette opposition devrait être justifiée et s'appuyer sur des motifs fondés. Pratiquement, par conséquent, la majeure partie des étrangers nés à Tahiti pourrait obtenir la qualité de Français avec les avantages qui y sont attachés.

Quelque limitation que l'on apporte à l'exercice du droit en question, le système projeté modifierait, renverserait même la situation actuelle où la naturalisation est l'exception et peut être refusée sans autre considération que celle de l'intérêt général et sans même que le Gouvernement local soit obligé de transmettre les demandes.

Nos territoires d'outre-mer ont eu trop à souffrir, surtout avec la concentration et la centralisation excessives qui caractérisent notre organisation actuelle, de cet esprit de généralisation outrancière dont sont imbus les Départements métropolitains pour que je ne m'élève pas contre l'éventualité d'une mesure qui en serait un nouvel exemple. C'est pourquoi et sachant par avance l'émotion

que le système projeté ne manquera pas de soulever à Tahiti, je tiens à signaler de façon toute particulière le danger que représenterait son application dans les Etablissements Français de l'Océanie. Et, ce d'autant plus que je n'aperçois aucune considération, sinon secondaire et par conséquent négligeable, qui puisse être opposée au maintien de la réglementation actuelle.

En tout cas, rien ni aucune considération ne saurait prévaloir contre l'obligation qui s'impose à la Métropole de protéger la population plus spécifiquement autochtone et d'empêcher son éviction de la propriété du sol à laquelle aboutirait, tôt ou tard, la naturalisation trop facile aux étrangers, plus particulièrement des Chinois.

--

En définitive, j'ai l'honneur de vous demander, de la façon la plus instante, tout d'abord que soit maintenue la réglementation actuelle, car elle est bien adaptée aux conditions locales, ensuite que les naturalisations ne soient accordées qu'à ceux qui auront démontré d'une façon indiscutable leur attachement à la France. Pour ma part, je ne connais qu'une façon indiscutable de montrer cet attachement, c'est de servir sous les drapeaux, surtout en temps de guerre. C'est toujours possible, pour un étranger, comme pour un Français.

Veillez agréer, je vous prie, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.